

Dick Cheney: „Halli... luia!“

Guy Wagner

En fait, nous voulions faire le portrait du vice-président des USA en fin de série, mais des informations et événements récents nous incitent à le faire dans ce dernier numéro de „kulturissimo“ de l'Année de Guerre 2003.

Né à Lincoln (Nebraska) le 30 janvier 1941, Richard „Dick“ Cheney est aux côtés des Républicains depuis Richard Nixon. Evidemment, il lui faut alors gravir les échelons. Il le fait d'abord comme adjoint du conseiller de Tricky-Dicky, un certain Donald Rumsfeld. A 34 ans, il devient chef de cabinet de Gerald Ford. Il représente ensuite le Wyoming au Congrès pendant six mandats d'affilée, au cours desquels, selon Michael Moore, il est le „champion du conservatisme loin devant ses 435 collègues“. Et d'énumérer certains de ses votes: „contre l'amendement en faveur de l'égalité des droits pour les Afro-Américains, contre le financement des programmes scolaires à destination des enfants défavorisés, contre une résolution de la Chambre exigeant la libération de Nelson Mandela et contre le financement de l'IVG même en cas de grossesse due à un viol ou un inceste!“

Défenseur d'une législation laxiste sur les armes légères, il est un des quatre seuls à voter en 1988 contre les restrictions à la vente des „plastic guns“ moins aisément reconnus par les détecteurs de métaux. Même le sinistre président de la NRA (National Rifle Association), Charlton Heston, a été en faveur de cette loi. C'est tout dire.

Par contre, si Cheney aime les armes, il n'aime pas être sous les armes. Aussi réussit-il brillamment à échapper à la conscription et au départ pour le Viêt-nam.

De mars 1989 à janvier 1993, il est secrétaire à la Défense de Bush père, dirigeant ainsi l'invasion de Panama-City, la première guerre contre l'Irak et l'aventure ratée en Somalie. En 1992, il met sur pied l'un des plus grands programmes de privatisation de l'histoire du Pentagone, démontrant que des sociétés privées pourraient fournir un soutien logistique aux troupes dans des zones de guerre potentielles, pour permettre à celles-ci de se „concentrer sur les activités militaires proprement dites“. La même année, Kellogg, Brown & Root (KBR), filiale de Halliburton, remporte un contrat de logistique de cinq ans avec le US Army Corps of Engineers (Pentagone) pour des activités à Haïti, au Zaïre, au Kosovo, dans les Balkans et

en Arabie saoudite. Ces contrats valent plus de 1,2 milliards de dollars.

Faut-il s'étonner qu'après le départ de Cheney du Pentagone, les grandes firmes s'arrachent cet homme engagé pour le faire membre de leurs conseils d'administration? Procter & Gamble, Union Pacific, US West et Morgan Stanley sont de la partie, mais surtout la firme pétrolière Halliburton et ses succursales, et Cheney se voit offrir la présidence du groupe qu'il accepte avec plaisir.



„N'oubliez pas que j'ai la dent dure...“

Halliburton, on le sait, n'a pas de scrupules quand il s'agit de business, et durant les années Cheney, la firme plante „ses robinets dans tous les coins réputés pour leur conception intransigeante des droits de l'homme: Arabie Saoudite (avec Aramco), Nigéria (avec Shell), Chine (avec British Petroleum), Russie, Kazakhstan, Azerbaïdjan, etc. En Angola, c'est avec Chevron – multinationale dirigée alors par la délicate Condoleeza Rice, (...) que Cheney a signé un contrat de 200 millions de dollars, portant sur 320 forages dans la province du Cabinda“ (Olivier Cyran, CQFD). N'oublions pas la Birmanie ou encore l'Irak, avant et après les deux guerres! Bien entendu Cheney plaide aussi pour une reprise des relations diplomatiques et commerciales avec l'Iran et il est évidemment partisan des

forages pétroliers en Alaska dans ce qui constitue la plus grande surface naturelle intacte au monde, tout comme Halliburton participe dans le golfe du Mexique à la construction de plates-formes offshore.

Sous le leadership de Cheney, Halliburton, par sa filiale KBR, bénéficie de contrats fédéraux et des prêts garantis par les contribuables pour la somme de 3,8 milliards de dollars. Un de ces prêts est fait au Groupe russe des Sociétés Alfa, détenteur de la „Russian T Oil Company“, dont les directeurs, les oligarques Mikhail Fridman et Pyotr Aven, sont connus pour leur participation au transit de l'héroïne de l'Asie du Sud-Est vers la Russie et l'Europe.

On comprend que „Cheney se soit un peu fait tirer l'oreille pour vendre ses actions de Halliburton au moment de lancer sa candidature“ (Michael Moore). Cependant, il se laisse très vite consoler, en encaissant 23,6 millions de dollars en actions qui s'ajoutent aux 30 millions déjà perçus depuis 1998, plus un million de dollars – annuels – d'émoluments quand il est nommé vice-président, dénomination qui, avec lui, prend une toute autre signification: Quel vice, en effet, n'a-t-il pas?

On ne pourra pas dire que M. Cheney soit un ingrat. Avant même la fin des opérations de la guerre, Halliburton est engagée sans appel d'offres dans la reconstruction de l'Irak, pour éteindre les incendies des puits de pétrole, pour remettre en état l'industrie pétrolière et pour s'occuper de la gestion de ces installations et la vente de la production. Halliburton est ainsi concessionnaire d'une partie des réserves de pétrole irakiennes!

Deux députés US, Henry Waxman et John Dingell, après de minutieuses recherches, ont récemment démontré que Halliburton, par sa filiale KBR, a fait payer le gouvernement US, donc, le contribuable américain, le tarif exorbitant de 2,65 dollars par gallon de pétrole... acheté 70 cents au Koweït! De plus, l'argent pour rémunérer Halliburton est prélevé sur le fonds des Nations Unies: „Pétrole contre nourriture“! En effet, la gestion de ce fonds a été transférée à l'autorité provisoire irakienne sous contrôle américain, et c'est dans cette caisse, appelée désormais „fonds de développement de l'Irak“, que les militaires américains ont puisé 600 millions de dollars pour payer leur approvisionnement en carburant.

Non seulement, on détruit ainsi le pays, mais de surcroît, on pille le peuple irakien du rien qui lui reste. Qui dit mieux?